



## Communiqué de presse du 21 avril 2022

Durant cette 4<sup>ème</sup> période de l'année scolaire, le COVID a continué de circuler activement dans les écoles aveyronnaises, accompagné d'autres épidémies comme la grippe. Nombre d'enseignant-es, d'AESH et d'ATSEM n'ont pas été remplacés ou épisodiquement, parfois durant de longues périodes, jusqu'à plusieurs semaines.

Le protocole sanitaire autorise à présent le brassage. En conséquence, la répartition des élèves, avec parfois plusieurs enseignant-es absent-es non remplacé-es dans une même école, a généré des sureffectifs inacceptables dans les classes, avec une augmentation allant jusqu'à plus de 50%.

Ainsi, les élèves répartis ou ceux des classes les accueillant, évoluant dans le bruit et la promiscuité, auront perdu un grand nombre de journées d'apprentissage. Ces journées viennent s'ajouter à celles déjà perdues à l'occasion des fermetures d'écoles ou de classes déjà occasionnées par la pandémie, avec des conséquences désastreuses en particulier pour les élèves les plus fragiles. Confrontées à cette désorganisation, les équipes décimées auront eu les pires difficultés à assurer la sécurité de leurs élèves.

Les personnels restants, en charge de gérer la pénurie, confrontés à un travail empêché, faisant face à l'impossible, sont aujourd'hui épuisés et en grande souffrance.

Cette dégradation sans précédent des conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels était pourtant parfaitement prévisible : nous avons alerté la Directrice Académique dès le début de la période. Aucune mesure n'aura été prise mise à part la suppression des formations sur temps de classe, mesure à elle-seule bien dérisoire face à l'ampleur de la situation, aucun recrutement. Après plus de deux années de crise sanitaire, aucun enseignement ne semble avoir été tiré...

Cette situation inacceptable est la conséquence directe d'une gestion des personnels à flux tendu depuis de nombreuses années, de recrutements insuffisants qui en temps ordinaires n'autorisent aucune souplesse et qui en situation de crise aboutissent à la désorganisation du système.

L'administration est ainsi cantonnée à relayer une communication ministérielle souvent en trompe l'œil plutôt qu'à octroyer les moyens nécessaires permettant de répondre à la situation.